

tion des gauches et renoncer au sien propre. Loin de jeter bas sans délai les privilégiés oppresseurs, la direction confédérale -sans distinction de tendance- s'est limitée à des démarches auprès des ministres, auprès des services gouvernementaux mal épurés ou non épurés et sa position est résumée par la formule: Où cela nous mène t-il? Les semaines, les mois passent. La bourgeoisie surmonte son désarroi, la classe ouvrière perd son dynamisme. Le grand patronat, resté maître des leviers de commande freine la reprise économique; les travailleurs, sous-alimentés, écrasés par un marché noir plus florissant que jamais, voient s'amenuiser inexorablement leur pouvoir d'achat tout en s'exténuant à gagner la bataille de la production dans le cadre du capitalisme.

LE BLOCAGE DES SALAIRES C'EST L'ABAISSEMENT DU POUVOIR D'ACHAT DES MASSES

Comment se présente la question capitale des salaires? De façon angoissante. J'ai cherché vraiment dans le rapport confédéral qui traite de ce problème des chiffres précis montrant l'affaïssement considérable du salaire réel, la dégringolade continue du pouvoir d'achat. Le rapport est muet sur ce point et ce silence est significatif. Autant ce rapport s'étend avec complaisance sur des points secondaires autant il se tait lorsqu'il s'agit de chiffrer le recul du niveau de vie des travailleurs.

De renseignements officiels il ressort que l'indice du coût de la vie a passé de 100 à 850 entre 1938 et décembre 1945 cependant que celui des salaires passait, dans le même temps, de 100 péniblement à 350. Cela signifie pratiquement que le pouvoir d'achat des travailleurs a été réduit de près de 3/5, exactement de 57%.

De février à novembre 1945, alors que les salaires n'ont subi aucune augmentation substantielle, les prix des principaux produits de consommation ont subi une hausse de 70%. Sacrifices à sens unique bien entendu. Notons que parallèlement le patronat a accru ses profits: alors qu'en 1938 les profits s'élevaient au 1/3 de la masse monétaire en circulation, en 1945, ils sont montés à près de la moitié.

Dans de telles conditions, décréter le blocage des salaires comme l'a fait le gouvernement Gouin, c'est décréter que la classe ouvrière, après avoir fait les frais de la guerre, doit faire ceux de la reconstruction. Il paraît que le gouvernement actuel est un gouvernement "ami". Dans les paroles peut-être; dans les actes non. Et les actes, seuls, comptent. Le blocage des salaires et traitement avec un pouvoir d'achat officiellement diminué de 57% par rapport à 1938, alors qu'une nouvelle bourgeoisie de mercantis et de trafiquants s'enrichit à millions sur la misère générale alors que des milliards ont été dépensés pour massacrer les indochinois désireux de se libérer, alors que des dizaines et des dizaines de milliards continuent à disparaître dans le gouffre de l'armée, alors que les marges bénéficiaires des internationaux restent scandaleuses, ce blocage des salaires et traitement renforce la position patronale et constitue avant tout un acte anti-ouvrier.

Le blocage des prix que l'on nous promet toujours, n'est qu'un leurre. On nous l'a promis cette fois encore, naturellement. Tout en augmentant le tabac, les chemins de fer, etc. Le ministre lui-même y croit-il au blocage des prix? Certainement pas. Mais du moment, n'est-ce pas, que les militants syndicaux y croient ou font semblant d'y croire, le but n'est-il pas atteint? Semer les illusions et la division parmi la classe ouvrière.

Eh bien! Non! nous ne marchons pas dans cette tromperie dont les travailleurs et eux seuls, font les frais. Nous savons que les salaires resteront bloqués puisque les patrons y ont intérêt tandis que les prix continueront à monter, en dépit des pieuses